

Rapport Social Unique (RSU)

Intervention de Fatiha Aggoune

Groupe Val-de-Marne en commun - PCF et Citoyen·nes

Monsieur le Président,
Chèr·es collègues,

Avant toute chose, **notre groupe tient à saluer le courage et l'engagement des agent·es du Département du Val-de-Marne.** Année après année, les conditions de travail se détériorent considérablement et **le service public départemental s'en trouve encore davantage fragilisé et menacé, mais aussi affaibli dans ses ambitions, avec de très nombreux services supprimés.**

N'oublions jamais que la République est fondée sur le consentement à l'impôt et n'oublions jamais que ce sont les services publics qui, pour une grande partie, font la société.

Aussi, j'ai une pensée particulière pour les agent·es, touchées par vos politiques d'austérité et qui se retrouvent à devoir porter leur service à bout de bras. J'ai une pensée particulière pour celles et ceux qui, confronté·es à des fermetures d'établissement, à des suppressions de directions ou de services et à des réorganisations à marche forcée, certain·es n'avaient plus d'autres choix que de quitter la collectivité. **Je pense en particulier aux agent·es des crèches que vous avez fermées cette année, à celles et ceux du Comité départemental de Tourisme que vous vous apprêtez à supprimer, ou encore à celles et ceux de la Mission Hébergement Logement, qui n'existe plus.**

Passés ces propos généraux, mais me semble-t-il essentiels, je souhaite intervenir sur le Rapport Social Unique de l'année 2024 qui nous est présenté.

Le nombre important de départs¹ constitue un signal d'alarme majeur, tant pour la qualité du service rendu aux Val-de-Marnais-es que pour les agent-es de la collectivité, déjà fortement éprouvé-es par le manque d'effectifs chronique que connaît le Département.

Cette dégradation est d'autant plus préoccupante qu'elle s'accompagne d'une progression continue du nombre d'agent-es contractuel·les. Le RSU 2024 fait apparaître une baisse de 97 emplois de fonctionnaires, tandis que l'on constate une augmentation de 70 contractuel·les. Plus globalement, la part des contractuel·les au sein de la collectivité est passée de 16 % en 2023 — soit 1 235 agent-es — à 21,6 % en 2024 — soit 1 629 agent-es, ce qui représente une augmentation de près de 30 % du nombre de contractuel·les !

Au-delà de ces faits, les multiples réorganisations de services et le recours massif à l'externalisation témoignent, une nouvelle fois, de votre défiance à l'égard du service public.

À ce constat, s'ajoute une chute du nombre de promotions internes, des avancements d'échelon² et des avancements de grade³, qui viennent renforcer le sentiment de manque de reconnaissance ressenti par de nombre d'agent-es avec qui nous échangeons. Le nombre d'avancements est passé de 611 en 2022 à seulement 383 en 2024.

Je souhaite également aborder la question de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. **Le rapport indique que l'écart salarial progresse de 1,3 %, passant de 5,6 % à 6,9 %.** Cet écart s'était d'ailleurs déjà creusé entre 2022 et 2023⁴. Cette évolution est totalement à rebours des objectifs que, j'espère, nous partageons tous, d'égalité entre les Femmes et les Hommes.

¹ 788 pour l'année 2024 ; dans le même temps le nombre de recrutement est de 761 postes.

² -53 par rapport à 2024.

³ -35 par rapport à 2024.

⁴ +0,6 entre 2022 et 2023.

La négociation des rémunérations des contractuel·les concernent davantage les hommes que les femmes et contribuent à accroître cet écart. **Avez-vous une explication concernant les causes de cette augmentation significative ?**

Ces inégalités de genre se retrouvent d'ailleurs dans d'autres domaines : les avancements de grade concernent à 72 % des femmes, alors qu'elles représentent pourtant près de 80 % des effectifs départementaux.

Notre groupe vous a également alerté à plusieurs reprises sur les formations. Vous nous avez indiqué ne pas souhaiter encourager les agent·es contractuel·les à passer des concours. Il semble désormais que cette logique s'applique également aux fonctionnaires de la collectivité : **le budget consacré à la formation est en baisse de 16,5% et les préparations aux concours sont réduites à peau de chagrin, avec seulement 117 jours à l'échelle de la collectivité.** En bref, les concours permettant des évolutions de carrière ne sont plus encouragés et les agent·es eux, semblent découragé·es.

Même si votre décision est désormais actée et confirmée par ce RSU, nous réaffirmons notre **opposition à la suppression des stages et à la disparition des apprenti·es** au sein du Département.

Nous le répétons, **recruter des apprenti·es permet à des jeunes du Val-de-Marne de poursuivre leurs études y compris des jeunes accueillis dans le cadre de la protection de l'enfance, et à la collectivité de pré-recruter, en particulier sur les métiers en tension** (métiers techniques, de la restauration, de la petite enfance, du travail social...). L'an dernier, vous nous répondiez que la fonction publique n'était plus attractive ; mais vous ne mettez en œuvre aucune politique visant à renforcer son attractivité, pire vous en restreignez l'accès.

Par ailleurs, comme rappelé en 1^{ère} commission, **nous sommes très surpris et inquiets de constater que le RSU 2024 ne comporte plus aucune donnée concernant les signalements d'actes de violences physiques ou sexuelles, de discriminations, de harcèlement moral ou sexuel.** Nous remercions néanmoins les services qui, après notre demande en commission, ont ajouté quelques éléments de réponse.

Pourquoi ces informations ont-elles disparu du rapport ? Nous demandons que ces données soient communiquées, avec des éléments précis et ajoutées au rapport.

Notre groupe prend acte de ce Rapport Social Unique, mais constate que votre engagement à ouvrir un nouveau travail sur les lignes directrices de gestion n'a toujours pas été suivi d'effets. Nous le redisons : **les agent-es sont inquièt-es.** D'ailleurs, ce matin vous avez toustes été destinataires d'une lettre de l'intersyndicale. La faiblesse des mesures prévues par votre majorité face à ces enjeux essentiels ne permet pas d'apporter de réelles réponses.

Et malgré le sérieux du travail conduit par la direction des Ressources Humaines pour élaborer ces documents, nous ne pouvons ni approuver ces rapports, ni cautionner vos choix politiques concernant les ressources humaines et service public départemental.

Je vous remercie

Seul le prononcé fait foi